

Un intellectuel dans la cité

Par Abdelkrim Tazaroute

Quel est le rôle de l'intellectuel dans la cité ? La question est récurrente. Si d'aucuns ne nient l'apport de l'élite intellectuelle à la société, en termes d'éclairage, d'analyse des mutations et de création intellectuelle, les intellectuels constituent, aujourd'hui, une belle cible pour les nostalgiques du temps où l'élite rimait avec engagement politique et social. La sentence tombe : il n'y a plus d'intellectuels, tout le monde a baissé les bras. La réflexion est sacrifiée sur l'autel des intérêts mesquins, ordinaires. Qu'il est loin le temps des grands idéaux, des principes et des positions affichées à chaque fois qu'un thème fait l'actualité dans la société ! La référence a pour nom Emile Zola et son fameux « j'accuse » mais pas seulement. Des philosophes et des sociologues ont changé le cours de l'histoire à des époques bien précises, grâce à leur engagement intellectuel sur les questions qui taraudaient la société. C'est le rôle dévolu à l'élite.

Pourquoi subitement est-il devenu lourd à supporter et difficile à assumer ? Faut-il se rendre à l'évidence et se dire que le monde a changé et qu'il a pris des couleurs d'argent. La mondialisation dicte sa loi et la pensée est écrasée. La victoire des marchands n'augure rien de bon. Est-ce une raison pour ne pas résister ? Ce premier dossier consacré dans ce numéro à l'intellectuel dans la cité se veut un hommage à l'élite intellectuelle. Un hommage au sociologue Ali El Kenz qui, selon l'universitaire Ahmed Cheniki, jouit de la liberté de mouvement propre aux grands penseurs de la trempe d'Eco, de Barthes, de Bourdieu ou de Derrida qui lui a permis de produire une analyse très fine et rigoureuse des espaces intellectuels arabes et de comprendre, avant les autres, les secousses et les violences marquant la société algérienne. Ali El Kenz symboliserait aussi, quelque part, cette inconfortable position de l'intellectuel en exil.

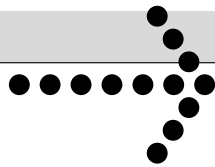
Lorsqu'on lui reproche son manque d'engagement sur le terrain des luttes sociales et politiques, il rétorque avec son calme légendaire.

Dans une discussion à bâtons rompus, Nordine Azzouq taquine Ali El Kenz, mais ce dernier reste imperturbable, convaincu de ses positions.

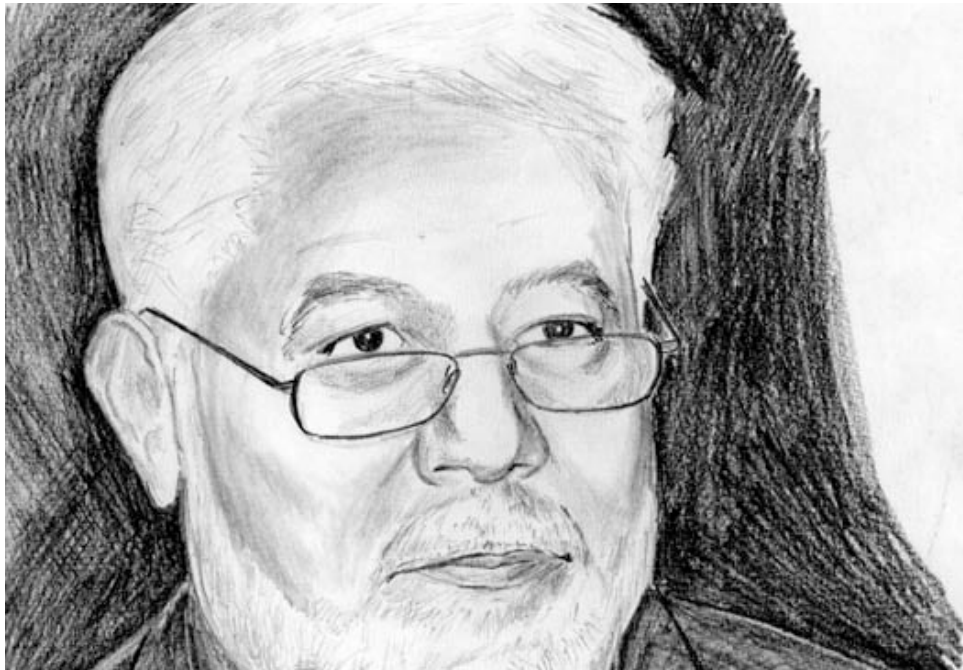
« Je ne me considère pas comme un intellectuel prudent. Je ne le suis pas et je ne me souviens pas l'avoir été, même du temps de Boumediène ». Tout est dit, mais le dialogue entre notre journaliste et l'universitaire est à lire pour apprécier toutes les nuances.

L'universitaire Hadj Méliani, lui, n'y va pas par quatre chemins pour trancher et affirmer que l'Algérie a produit des diplômés, pas des intellectuels, avant de souligner que tant que l'intellectuel n'a pas un espace relativement autonome, on n'aura pas cette communauté qui instaure les valeurs et la hiérarchie des valeurs.

A. T.



LE DOSSIER



Paroles éparées sur un voyage

1-El Kenz, le temps d'un voyage :

Évoquer Ali el Kenz, c'est forcément parler du vécu des « intellectuels » algériens, de leurs pérégrinations, de belles choses et aussi de moins bonnes. Ali est de ceux qui savent ce qu'ils font, où ils vont, sans se soucier des reconnaissances officielles ou des arguments sonnants et trébuchants distribués par ceux qui ont le pouvoir de posséder l'argent public. C'est vrai que de tout temps, les gouvernants ont eu leurs thuriféraires, leurs lettrés attirés affublés parfois du titre d'écrivain et d'intellectuel. Comme ces porteurs de valises de ministres ou ces bouffons du roi qui mangent, insatiables, à tous les râteliers. El Kenz est un homme à principe, ayant des idées et des opinions bien construites sur les choses de ce monde. Marxiste, assumant son engagement à gauche dans un monde où les reniements sont légion, ce brillant sociologue, grand érudit devant l'éternel, touche à tout : littérature, cinéma, politique. C'est ce qui fait la singularité de cet homme qui a, malgré lui, quitté l'Algérie pour la Tunisie avant de s'installer en France à l'université de Nantes. D'une grande culture, pouvant parler de littérature, de cinéma ou de sa ville natale, Skikda, El Kenz qui affectionne particulièrement Gramsci ne semble pas trop prisonnier de cette catégorisation sans nuance d'« intellectuel organique » ou « traditionnel », peu opératoire, comme d'ailleurs l'autre distinction « société civile-politique » revue d'ailleurs par Althusser, Rancière, Derrida, Badiou et bien d'autres, parle avec une grande facilité de Montesquieu, Voltaire, d'Ibn Rochd ou de Marquéz. Libre penseur, même s'il paraît de plus en plus marqué par une trop grande prudence, il prend le risque d'aller au-delà du discours dominant en publiant des textes trop peu conformistes, comme ce texte-clé, « *L'économie de l'Algérie* », paru chez Maspéro, usant du pseudonyme, Tahar Benhouria qui n'en est pas le premier. Déjà, Hocine Lotfi, un autre pseudo, permettait aux lecteurs d'Algérie-Actualité de la fin des années 70 de voyager dans les limbes du savoir et du monde singulier des grands auteurs. Tout le monde savait à l'époque que c'était lui. Il ne semble pas trop séduit par les postes ministériels. Belaid Abdesslam lui aurait proposé un portefeuille dans son gouvernement, il aurait décliné l'offre. Ces strapontins sont faits pour les autres.

L'ayant rencontré pour la première fois en 1980 à la rue Hamani, en compagnie de Djillali Liabès, à la veille d'un reportage que je devais faire à El Hadjar pour le compte d'Algérie-Actualité, il m'a permis de mieux comprendre le fonctionnement du complexe sidérurgique. C'est ainsi que j'ai pu découvrir ce que j'appelle depuis ce reportage le « syncrétisme culturel paradoxal », univers uni, juxtaposant paradoxalement deux ou plusieurs formes et expériences. N'arrêtant jamais d'écrire, il publie énormément tout en donnant ici et là des conférences, trop porté par les questions arabes et palestiniennes à tel point qu'on ne cesse de lui coller l'absurde étiquette de baathiste. Il n'en a cure. Son délit, c'est peut-être de connaître fort bien le monde arabe et d'avoir une position claire par rapport à la question palestinienne. Son admira-

tion sans bornes d'Hugo Chavez a parfois dérangé. Mais cela va dans le sens de ses idées. El Kenz reste un véritable intellectuel, producteur de savoir qui ne se limite pas uniquement, comme beaucoup d'universitaires, à reproduire un savoir déjà là, mais à donner à voir de nouvelles combinaisons. Il s'engage dans la cité, comme d'ailleurs Pierre Bourdieu, Edward Saïd et Sami Nair. Rien ne lui est étranger.

2- El Kenz, l'intellectuel autonome :

L'universitaire et l'"intellectuel" (notion dont il reste à définir les contours) sont restés prisonniers d'un rapport maladif au pouvoir politique qui se conjugue tantôt à la répulsion, tantôt à l'attraction. Ce qui réduit sa marge de manœuvre. Ce qui pose également la question, toujours d'actualité, de l'autonomie de l'intellectuel qui vit l'assujettissement ou la contestation comme illustration ou opposition au discours officiel et jouant en fin de compte sur le terrain du pouvoir politique qui fournit ainsi les éléments de la discussion, piège les différents locuteurs et oriente leurs discours. Les chercheurs en sciences sociales focalisent le plus souvent leurs analyses autour du fonctionnement des appareils, des enjeux idéologiques et des espaces politiques et occultent les mouvements sociaux et culturels. Ce n'est pas un hasard si les rares universitaires-chercheurs ne réussissent pas à cerner les différentes secousses qui agitent la société. Il y a également la question des références qui font du locuteur le producteur privilégié de la parole citée. On "plaque" souvent des grilles sans tenter de les interpréter et de les interroger alors que les sociétés fonctionnent de manière autonome et complexe, comportant un certain nombre de particularités. Les questions épistémologiques sont d'une actualité brûlante. N'est-il pas temps de définir les termes utilisés et de ne pas reproduire mécaniquement des réalités et des notions considérées comme évidentes mais qui ne peuvent l'être sans une sérieuse interrogation; l'évidence n'est pas si évidente que ça. Souvent, journalistes, universitaires et politiques usent et abusent de mots et de syntagmes qu'ils ne maîtrisent nullement tel ce petit cafoillage autour de "société civile", chacun se revendiquant de cette société civile sans qu'on ait interrogé ce groupe de mots ou tenté de cerner ses contours. Quelle est la frontière qui séparerait par exemple société civile et société politique ? La question de la frontière théorique et des territoires épistémologiques est très importante. Ali el Kenz n'est jamais resté prisonnier de ces grilles trop peu opératoires, interrogeant les faits, les termes et les choses, les considérant comme spécifiques et singuliers, engendrant des méthodes d'approches particulières. C'est cette liberté de manœuvre, propre aux grands penseurs de la trempe d'Eco, de Barthes, de Bourdieu ou de Derrida qui a permis à Ali el Kenz de produire une analyse très fine et rigoureuse des espaces intellectuels arabes et de comprendre, avant les autres, les secousses et les violences marquant la société algérienne.

Ahmed CHENIKI

A bâtons rompus avec Ali El Kenz

La lutte entre les rentiers va donner à la marche sociale une allure imprévisible

Il y a deux façons et pas trois de s'entretenir avec un universitaire du gabarit d'Ali-El-Kenz. La première est académique et exigeait de nous plusieurs semaines de lecture et de recherche pour des questions bien pesées et des réponses millimétrées. La deuxième, beaucoup plus du registre de la presse, le nôtre, est de pister ce chercheur infatigable et de le trouver là où il s'attend le moins, une séance dédicace chez Bey, à la librairie du tiers-monde, ou une table de « restau » et le harceler à propos de tout ce qui fait un pays ou la vie en société. Le bonheur avec lui est qu'il ne rechigne jamais à l'exercice et parle comme il pense: en intellectuel.

Entretien Nordine Azzouz et Massinissa Boudaoud

Vous venez de publier chez Casbah Editions «*Écrits d'exil*», un livre qui restitue à la fois une partie de votre itinéraire personnel et des fragments de quelques-uns de vos travaux de recherche en sociologie. Pourquoi ce besoin de «vous raconter» avant d'aborder des sujets, disons, strictement universitaires ?

Sans vouloir écrire mes mémoires, ce n'était pas mon ambition en tous cas, j'ai considéré que le temps était venu de restituer une partie de mon vécu: de l'enfance à Skikda dans les années 50 à la période actuelle à Nantes où j'enseigne et poursuis mes travaux de recherche. L'expérience de l'exil à partir des années 90 et dans les conditions que certains d'entre nous ont connu m'ont sans doute incité à revenir sur mon parcours individuel, à en restituer certains aspects en quelque sorte ; mais la partie qui lui est consacrée dans le livre est restée courte par rapport au reste qui recouvre presque une trentaine d'années de recherche et de travaux universitaires. Bien qu'importante- elle m'a coûté environ une année de réflexion puis de rédaction- cette partie-là ne me paraît pas moins essentielle que les autres chapitres même si l'ouvrage qui les contient est un « tout » et qu'il répond à la motivation de questionner et de décrypter la société. J'ai adopté alors, presque spontanément, le style du récit, la description plus que l'analyse, un peu dans la tradition – je ne sais pas si j'y parviens d'ailleurs ?- d'un David Hume ou d'un Jean-Paul Sartre ou pour rester dans « notre monde », d'un Jahiz plus qu'Ibn Khaldoun.

Le premier était « sceptique », le second était « existentialiste » et « engagé » ; un philosophe tapageur qui ne mâchait pas ses mots. Vous vous donnez plutôt l'air d'un intellectuel qui préfère décrypter tranquillement, loin du tumulte de l'actualité. Même dans vos écrits actuels dans *El Watan* par exemple, vous rechignez à dire et à écrire ce que vous pensez par exemple de la conjoncture politique. Vous êtes un intellectuel prudent, disent certains...

Oh !, je n'ai pas la moindre prétention d'établir une quelconque filiation entre moi et ces immenses philosophes ; je les ai cités pour dire que ce sont pour moi des repères majeurs et des modèles de comportement à partir desquels j'essaie de me situer en tant qu'intellectuel et en tant que sociologue réfléchissant sur le monde et sur la manière dont bouge et fonctionne la société. Ceci dit, je ne me considère pas comme un intellectuel prudent. Je ne le suis pas et ne me souviens pas l'avoir été, même au temps de Boumediène et au temps où j'ai signé Tahar Benhouria, le bouquin sur l'économie algérienne ou encore mes interventions dans « Algérie-actualités » sous le pseudo de Hocine Lotfi et réunis plus tard dans le livre, « Les maîtres penseurs ». Vous savez, mon grand maître, c'est Gramsci et avant Gramsci c'était Ernst Bloch et son « principe d'espérance ». Je dis cela parce que je considère que la critique de la



société et de l'Etat par un intellectuel doit ramener les gens à réfléchir, vous comprenez, à réfléchir et à se poser des questions. Pas à calomnier ni à insulter. Quand vous vous apprêtez à passer une dure épreuve, traverser une montagne ou subir un examen par exemple, il ne sert à rien d'insulter ou de maudire l'une ou l'autre même si votre humeur vous pousse à cela. Il vous faut au contraire calmer votre émotion et analyser l'obstacle pour le vaincre. Pour ce qui me concerne, tout se passe entre mes observations, leur analyse et enfin le plus dur, les écrire. L'écriture est ma seule arme et je dois maîtriser ma plume, mon clavier, sans trop les brider pour, avec les mots choisis, exprimer avec le plus de simplicité possible (je suis à la lettre Jahiz) communiquer ma pensée.

Vous détestez la pensée pamphlétaire. Pourtant, y a de quoi être indigné dans ce pays et dans ce monde, non ?

Je ne sais pas s'il faut parler de parole pamphlétaire plutôt que de pensée pamphlétaire mais les deux ne m'intéressent pas. Je crains que dans le pamphlet on ne devienne prisonnier de l'évènement et qu'on oublie – c'est ce qui arrive toujours dans ce cas de figure- qui tire les ficelles et dans quel but. Souvent en effet, « l'évène-

Je ne sais pas s'il faut parler de parole pamphlétaire plutôt que de pensée pamphlétaire mais les deux ne m'intéressent pas. Je crains que dans le pamphlet on ne devienne prisonnier de l'évènement et qu'on oublie – c'est ce qui arrive toujours dans ce cas de figure- qui tire les ficelles et dans quel but.

ment » qui fixe les regards des gens et l'attention des pamphlétaires est un artéfact construit à cet effet. « Une star » qui durera le temps d'une mode : un concept comme la pauvreté, un fait de société comme la mort de M. Jackson ou un évènement comme les élections en Georgie. Dans son roman « Manhattan Transfert », le romancier américain Dos Passos, parlant de la mort d'un grand acteur américain notait cette observation

très fine : *il est mort à la première page du New York Times et a été enterré quelques jours plus tard, dans une petite notice nécrologique, à la dernière page.* En fait, je suis tout simplement mal à l'aise dans la dénonciation à chaud et dans les répliques instantanées. De plus, je n'aime pas blesser mes adversaires. Enfant, quand je me bagarrai, j'étais plutôt un défensif qu'un offensif mais je savais me défendre quand on cherchait à m'agresser. Adulte, je n'ai pas changé et suis resté comme tel. Si l'on doit parler de prudence, elle est donc plutôt dans l'expression et dans la prise de distance. Au niveau de l'écriture et de la réflexion, je pense comme Gramsci qu'à la différence de la guerre où on attaque l'ennemi à son point le plus faible, dans la culture on doit l'affronter à son point le plus fort. Lequel est le plus souvent masqué par les évidences du sens commun.

Durant les années 90, période terrible mais ô combien significative au sens politique et historique, on a considéré que vous n'aviez pas beaucoup ou pas du tout parlé. Peut-être que ce reproche de « prudence » qui vous est fait vient-il de cette époque ?

Mais qui c'est ce « on » ? C'est un paradoxe que de se tapir dans l'anonymat et de reprocher à quelqu'un comme moi de ne pas s'exprimer. Mais passons... Sur la question des années 90, j'aimerais rappeler un point : en quittant le pays pour la Tunisie, je pensais que j'allais revenir chez moi au bout d'une année. Cela ne s'est pas passé ainsi et j'ai dû partir en France. La seule attitude qui me paraissait juste et raisonnable était alors de m'abstenir de tout commentaire sur l'Algérie. Non pas par crainte ou par esquivance mais parce que j'étais intellectuellement convaincu

de l'idée qu'étant à l'étranger, loin de la tragédie et de ses morts, je n'avais plus le droit, au sens éthique du terme, de parler de l'Algérie et de ce qui s'y déroulait. Jusqu'à mon retour en 1998, je m'étais interdit d'intervenir sur la situation de mon pays et de ne pas répondre aux invitations pourtant nombreuses pour des colloques ou des rencontres d'ONG. Ce jeu-là ne m'intéressait pas, j'en connaissais les enjeux, et je ne voulais surtout pas passer

pour une victime. Pour être recruté à l'université de Nantes, j'ai passé des auditions comme tout le monde pour mon poste de professeur et je me souviens avoir dit à la vingtaine d'universitaires qui devaient se prononcer sur mon élection : « s'il vous plaît, ne me jugez pas comme un Algérien en exil, mais comme un sociologue. Je ne voulais pas et je ne veux pas de points supplémentaires ou « de discrimination positive » ; je déteste cette posture !

Restons dans les années 90. Que pensiez-vous de la lutte contre les islamistes radicaux ? Est-il vrai que la communauté catholique de San't Egidio a tenté de vous solliciter pour prendre part au « dialogue pour la paix » ?

Je n'étais pas « un éradicateur » si c'est ce que vous voulez dire. Il est vrai aussi que j'ai refusé de répondre aux sollicitations de San'Egidio, tout simplement parce que je n'approuvais pas l'idée d'une paix en catimini dans un couvent. On ne fait pas la paix en catimini et l'urgence de l'époque était de trouver, de construire un cadre national pour débattre des problèmes cruels dans lesquels le pays se trouvait. L'initiative de cette organisation catholique me paraissait aussi donner aux islamistes radicaux – c'est ce qu'ils voulaient d'ailleurs – une légitimité internationale et surtout l'illusion qu'ils allaient l'emporter sur le terrain de l'affrontement armé. Ce qui ne pouvait pas être le cas et devait provoquer un prolongement de la guerre avec un nombre plus important de morts pour rien. Et c'est ainsi qu'à l'inverse de ce qui était recherché, San't Egidio a contribué à enflammer et à prolonger la logique de guerre au lieu d'accélérer le processus de paix.

Dès lors, je me suis refusé à tout commentaire et je suis resté catégorique : ne rien signer.

N'y avait-il pas dans cette posture et dans l'« embarras » qu'avaient beaucoup d'universitaires et de penseurs face à la vague islamiste l'aveu d'une génération d'intellectuels qui s'est trompée sur la question de l'histoire, de la modernité et qui n'a rien vu venir de la menace intégriste ?

Il n'y a pas que moi qui me suis « planté ». Pendant des années, j'ai travaillé comme beaucoup d'intellectuels sur l'identité des classes sociales pas seulement en Algérie mais dans la sphère arabe, au Maghreb, en Égypte, au Liban, etc. Or, personne dans cette sphère n'a vu venir la vague nouvelle et surtout, sa force. Y compris le « grand maître », l'historien marocain Abdallah Laroui et sa classification qui distinguait les étapes : le cleric, le politicien pour finir avec le technophile. Aujourd'hui, les trois sont là et il nous faut comprendre et analyser cette réalité complexe dans laquelle s'imbriquent dans un mélange étonnant ces trois dynamiques et acteurs sociaux. Mais l'erreur de Laroui qu'il doit à son hégélianisme et son évolutionnisme était révélatrice de celle de toute une génération d'intellectuels maghrébins et arabes. Il a été simplement celui qui l'a le mieux formalisée.

La tentation devant un intellectuel comme vous – sociologue de surcroît – est de lui demander de jouer aux oracles et de nous dire comment la société évolue-t-elle. Estimez-vous possible un retour de l'islamisme radical et destructeur tel que nous l'avons connu ?

Je ne suis pas sûr que l'islamisme puisse revenir sous la forme qu'il avait dans les années 80 et 90 – ce serait terrible. La société pose des questions « terre à terre » comme le droit au logement, à une vie descendante, etc. Mais elle reste dangereusement vulnérable aux manipulations symboliques de toutes sortes et les ingrédients de la radicalisation sociale sont toujours réunis avec ses dérivés possibles dans le populisme autoritaire, l'islamisme radical ou même et pire la fragmentation nationale. D'autant que l'impression dominante, aujourd'hui, est celle d'une société autophagique, sans mémoire, où les mécanismes de solidarité se fragilisent et se cassent les uns après les autres ; une masse qui fonctionne sans flèche, sans direction je veux dire avec, en face, un Etat fermé sur lui-même et qui nourrit et se nourrit de l'autoritarisme- versus- actions émeutières et attentats terroristes.

Vous dites société autophagique, un terme fort... Quels seraient selon vous les symptômes de cette autophagie : la hargha ?

La hargha est, en effet, un indice frappant de cette absence de lien social et de cette pulsion de mort qui poussent des personnes qui ne sont pas toutes jeunes à quitter coûte que coûte le pays et à s'embarquer le plus souvent pour la mort. Elle est un phénomène qui exprime la fragilité des liens sociaux et qui révèle l'incapacité de l'Algérie, en dépit de ses moyens, à répondre aux besoins de ses enfants et donner un sens à leur vie.

Sans doute aussi la représentation tragique de l'absence d'un projet de société qui anime et mobilise la société, une absence qu'on retrouve selon moi dans le nouveau système économique, rentier et peuplé de « voleurs », « que des voleurs », comme on dit dans la rue. Il faut ajouter à cela la terrible sensation d'enfermement que les nouvelles formes de mobilité internationale mise en place par l'Occident ont rendu insupportable. Pour les habitants des pays « faibles », les plus jeunes d'entre eux surtout, « le visa » crée dans un monde « mondialisé », un sentiment d'inégalité et de frustration qui aggrave les fardeaux de la vie quotidienne locale. A cette échelle « globale », il y a aujourd'hui deux populations : celles « sans frontières » de l'Occident et celles avec des « frontières cadencées » des autres pays. Cette nouvelle topologie mondiale rappelle à beaucoup d'égards les systèmes féodaux anciens où les « pauvres », serfs, paysans et autres étaient astreints à résidence dans les fiefs des seigneurs. Je suis étonné, quant à moi, par la relative inertie des associations des droits de l'homme, nationales et internationales vis-à-vis de cette question. Elle est un des noyaux durs de la mondialisation en cours et j'imagine bien, quant à moi, gauchiste radical que je suis, de larges mouvements de masses organisés internationalement, encombrant pacifiquement les accès aux ambassades des pays riches. Je rêve... peut-être.

« Des voleurs » qui existent et que la société, dans les questions qu'elle pose, dénonce en un discours résolument contre l'Etat. Un intellectuel comme vous ne doit-il pas lui aussi dénoncer ?

Bien sûr qu'il faut dénoncer les voleurs, mais il faut aussi aller au-delà, ce que j'ai essayé de montrer dans ma chronique « Kenwood II, Intérêt et politique » de fin juin dernier dans El Watan où j'essaye de sortir de la question de corruption qui est de type moral pour saisir ce nouveau modèle d'entrepreneur qui a mis les charges de l'Etat, du bien commun au service de l'intérêt particulier et un moyen d'appropriation privative sous toutes ses formes. Nous sommes devant un système économique et social et donc aussi politique redoutable. Il faudra beaucoup d'écrits, de travail d'analyse, une reformation des expressions de lutte même, pour pouvoir faire face à cette gangue, à cette gluille plutôt que classe. Car à la limite, si on avait une bourgeoisie industrielle, des intérêts et un morphisme visible de classes et de conflits de classes, l'action politique étant plus transparente serait plus aisée. Mais on ne l'a pas.

A qui la faute ? A Boumediène ? Et à son « industrie industrialisante » ?

Je ne suis pas d'accord avec cette lecture simpliste, un poncif de paresseux même. L'erreur de Boumediène est de Belaid Abdeslam, ce n'est pas d'avoir créé un secteur public dominant – il fallait le faire – mais d'avoir interdit à la bourgeoisie industrielle privée d'exister face au système étatique. Le secteur public, qui n'avait que des assises politiques « monopartisanes », s'est retrouvé laminé dès la disparition de Boumediène ; le chef, le « Cesar » sur le pouvoir duquel reposait tout l'édifice. Un exemple : le complexe comme celui d'El Hadjar, qui ne pouvait pas tout faire, s'est trouvé à un moment de son histoire contraint de sous-traiter certaines tâches. Le passage à une forme de production industrielle, plus complexe et associant le secteur privé national était lancé. J'ai moi-même assisté à des réunions où on commençait à faire appel à de petits industriels du coin : des sous-traitants en forge, en chaudronnerie pour libérer l'usine de certaines séquences industrielles. Sauf que quand on a commencé cette opération, Boumediène décède, le système politique se rééquilibre. Autour d'autres acteurs qui ont alors surgi et sont venus faire de la restauration, le transport du personnel, des opérations et des interventions qui n'ont aucune valeur industrielle mais sont génératrices d'argent et de puissance : 14 000 repas par jours, 70 000 Kms de rotation par jour pour le transport du personnel, vous vous rendez compte, cela représente une source de richesse importante. L'obtention des contrats s'est faite évidemment à partir de pressions venues « d'en haut ». Le système « autophage » venait de naître.

L'émergence d'un nouveau paysage économique ?

Exactement. Tout le malheur de l'Algérie est que Boumediène est mort avant d'avoir fini le cycle de trente ans nécessaire à la construction des fondamentaux de l'économie nationale : des grandes entreprises industrielles nationales progressivement insérées dans un maillage serré d'industries privées. La Corée du Sud, tous les grands pays émergents, ont eu ce cycle de trente ans, le nôtre non. Le prix de 1982, année durant laquelle le congrès du FLN a pris des résolutions qui ont affaibli le secteur public industriel, a été fatal. Mais en

l'affaiblissant, on affaiblissait en même temps les possibilités de croissance d'un secteur privé industriel consistant. Les conflits entre les deux secteurs et donc entre les deux groupes ont été exagérés dès l'Indépendance et ont masqué des dérivés plus graves. En se focalisant sur cette ligne de front attisée plus par des rivalités culturelles, historiques et politiques héritées du mouvement de libération du type UDMA, Ulémas, PPA, MTL, FLN mais aussi socialistes et communistes, on n'a pas vu venir se former lentement pour devenir centrale, celle plus grave de l'appropriation rentière des richesses du pays. Celle-là étouffera les deux secteurs.

Pensez-vous que la « casse » du secteur public industriel s'est faite délibérément ?

Au sens du concept, je ne le crois pas. Il ne s'agit pas d'un complot ourdi quelque part mais de dynamiques politiques et sociales qui se sont construites petit à petit, pragmatiquement. D'autant plus qu'on a raté à la fois un secteur public fort et un secteur privé industriel créatif. Aujourd'hui, on n'a ni l'un ni l'autre. Pour le privé, on a quelques industriels mais ils se comptent sur les doigts d'une main ; pour le public, ses entreprises sont tout le temps dans les dettes, la restructuration. Entre les deux est venu se placer ce monstre qu'est l'entrepreneur de type nouveau prédateur et « cannibale » qui s'inscrit dans l'action politique comme « serviteur proclamé » de l'intérêt général et dans la sphère économique et sociale comme « individu privé » agissant discrètement pour ses intérêts particuliers.

Combien de temps cela durera-t-il ?

Ah ! Ça durera le temps de la diminution de la rente et de son déclin dans la part de notre PNB. Car la fin de la rente, ce n'est pas se réveiller un jour et dire, hop et c'est fini. Les conflits, durs, violents commenceront avant, comme dans une famille d'héritiers qui commence à s'entredéchirer dès la fin annoncée du « patriarcat-patrimoine ». Ce qui est sûr est que plus on avance dans le temps plus les choses vont être tendues. La lutte entre les rentiers pour la sauvegarde et la protection de leurs intérêts respectifs va donner à la marche sociale une allure sinueuse et aléatoire, imprévisible donc. Elle va s'exacerber sur fond de problème de reproduction du système, notamment dans la sphère politique. Car une grande partie de ses rentiers n'a pas investi dans la culture, l'éducation et la formation de leurs héritiers, ce qui aurait pu, à la limite, les qualifier pour diriger « les affaires ». La future génération dominante n'ayant pas les compétences managériales et technologiques nécessaires pour gouverner, ses efforts se déplaceront alors sur la sphère politique qui continuera à être « embouteillée » parce qu'elle continuera à être le pivot central de toutes les décisions sociales, économiques, culturelles etc. La surpolitisation de la vie sociale dans son ensemble est le revers inéluctable de l'absence ou pour le moins de l'extrême faiblesse d'autonomies des autres sphères. Je vous laisse imaginer le reste.

Et pourtant il y en a parmi eux qui envoient leurs enfants étudier en Europe et aux Etats-Unis ?

Oui mais ils n'étudient pas ou ne font pas les bonnes études. Je suis en Europe et, là-bas, tout est transparent. Il suffit par exemple de consulter le site payant « World of Learning » sur lequel vous pouvez consulter tous les portails des universités en Europe et dans le monde occidental et vous pouvez constater que le nombre des étudiants algériens, en France par exemple, est « epsilon » dans les classes de « prépas ». Contrairement aux Marocains ou aux Tunisiens, il n'y pas beaucoup d'Algériens non plus dans les écoles polytechniques, les grandes écoles de commerce. Quand il nous arrive (nous c'est-à-dire les quelques collègues algériens professeurs dans les universités de la région) de recenser un Algérien dans ces circuits, c'est l'euphorie, on se met tous à l'accompagner et à le prendre en charge, il y en a si peu !. Les héritiers du système rentier n'ont pas ou peu les compétences managériales et politiques nécessaires pour gouverner à la place de leurs pères qui eux-mêmes ont faiblement investi ce créneau pour leur progéniture. Les « fuites » aux bac et dans les diplômes universitaires montrent bien « le faible intérêt » qui est accordé aux études et à la formation qui est masqué, encore un paradoxe, par le « fort intérêt » qui est accordé aux diplômes. Ils vont se trouver héritiers d'une position dominante qu'ils n'ont pas construit par eux-mêmes et dont ils vont vouloir garder les privilèges. Ça sera plus dur parce qu'ils vont être plus brutaux pour défendre leur position.

Ça dessine des perspectives peu réjouissantes, non ?

Pas de réponse

N. A. et M.B.

Témoignage

Un ouvrier de portes

Lorsque mon ami Hmida Ayachi m'a demandé d'apporter mon témoignage sur mon professeur Ali El kenz, j'ai, de suite, trouvé l'idée intéressante et me suis mis à écrire ces quelques lignes... mais, tout de suite, je me suis retrouvé submergé, noyé dans l'espace des années soixante dix, à travers plusieurs événements culturels et politiques.

« Ma plume m'a entraîné vers les beaux souvenirs, comme vers les plus amères... je me suis rétracté. J'ai supprimé plusieurs pages que je garde pour moi... je les garde pour le jour où on écrira l'histoire du mouvement étudiant que nous avons ignoré ou volontairement omis. Je garde ces passages aléatoires et instantanés afin de respecter mon engagement vis-à-vis de mon ami Hmida, surtout qu'il a le mérite de rendre hommage à l'un des vivants, contrairement à ceux qui le font post-mortum... C'est juste des... impressions.

Après avoir décroché mon bac en 1973, j'ai rejoint l'université pour m'inscrire à l'institut de sociologie. Ce fut loin d'être facile pour moi, car le rectorat de l'époque (celle de Driss Chabou et Rachid Moutouri) avait décidé de renoncer à l'arabisation de la filière, sous prétexte de manque de professeurs.

C'est à ce moment que mon ami et professeur, le regretté Djenidi Khalifa me contacta et me proposa de lancer une pétition réunissant la signature des étudiants souhaitant s'inscrire en sociologie et psychologie pour l'envoyer à la présidence de la République et au ministère de tutelle. J'ai commencé donc à contacter le peu d'arabisants issus des lycées Ibn Khaldoun, Amara Rachid et Abane Ramdane... avec l'aide de Rachid Lorari et Cherif Djouda, deux activistes de « Sawt Etaa'rib ». Et nous avons réussi ! et les deux filières ont été arabisées.

Cependant, je dois avouer que je n'étais pas satisfait des professeurs de la section arabisante, comparé au contenu proposé à mes camarades francisants. Le seul en qui j'avais confiance, c'était le regretté Abdelmadjid Meziane, avec qui j'avais de bonnes relations. Ma désertion me contraignait à assister aux cours des francisants, ceux donnés par El kenz, Said Chikhi et Claudine Chaulet... Début 1975, j'étais convaincu que l'étudiant francisant était plus loti en matière pédagogique que l'arabisant, ce qui m'a conduit à mener des grèves à répétition et à boycotter un nombre important de professeurs... jusqu'à réussir à convaincre mes camarades de mon point de vue.

Avec Ali El kenz et Burhan Ghalione

Le passage du tronc commun à la spécialité en sociologie fut pour moi une transition qualitative dans mon cursus universitaire. A ce moment, c'est à dire en 1976, la filière arabisante s'était renforcée de deux professeurs de grande qualité : Burhan Ghalione, l'opposant syrien, venu de Paris pour chercher du boulot, et Ahmed Baalbaki, venu du Liban, en pleine guerre civile. Cette année là, les choses se sont inversées, j'étais fier de la filière arabisante, je n'assistais plus aux cours des francisants... bien au contraire, c'était à leur tour de venir assister avec nous... Mon amitié avec Ali El kenz s'est nouée grâce à Said Chikhi, professeur militant au sein du syndicat de l'université, se situant à la gauche des « pagistes », dans le Parti de l'Avant-Garde Socialiste. Nous n'étions qu'une poignée d'opposants, non seulement au PAGES, mais, surtout, au pouvoir en place, soutenu par l'avant-garde socialiste. Le FLN de l'époque n'était qu'un orchestre de musique chargé d'applaudir à la demande. Je voyais en Said Chikhi l'exemple même du militant syndicaliste et en Ali El kenz le professeur militant scientifique usant de la méthodologie et de la pensée... C'était comme cela que je voyais les choses...

Burhan Ghalione fut d'abord un ami avant d'être mon professeur, idem avec Ahmed Baalbaki... Avec le professeur Ali, c'était une relation d'amitié, de principes et de position et conviction politique... des principes qui refusaient l'hypocrisie dans la politique...

Pour ses étudiants, c'était le professeur le plus respecté, ne mélangeant jamais entre la politique et la science... le plus important pour lui, c'était de mettre entre les mains de ses étudiants les armes de la critique idéologique et philosophique... à titre d'exemple, il nous a appris la lecture du livre-référence de Charles Bettheim « La Lutte des classes en Union Soviétique » et la « La lutte sociale en Egypte » de Mahmoud Hussein... A cette époque, je lisais ce livre en remplaçant le mot Egypte par Algérie... Je lisais un livre sur la situation économique de l'Egypte Nassérienne, comme si je lisais une analyse sur la situation de l'Algérie de Boumediène... A cette époque, nous cherchions toujours la nature des classes sociales de l'Etat algérien. Et à l'époque, notre préoccupation, c'était la recherche, avec preuve à l'appui, que « la gestion socialiste des entreprises n'avait rien à voir avec le socialisme... et que la révolution agraire n'avait rien de commun avec le socialisme (même si j'avoue avoir fait partie des étudiants volontaires, lesquels lorsqu'un étudiant du PAGES préparait une recherche ou une étude sur la révolution agraire et la gestion socialiste préparait de suite un exposé contradictoire)... Ce fut une époque magique... où nous débattions argument contre argument en deuxième année seulement...

Parmi les auteurs arabes que j'ai pu découvrir grâce au professeur El kenz, Hacem Hamdan qui utilisait le nom d'emprunt de « Mahdi Amel », sociologue spécialiste d'Ibn Khaldoun et auteur du recueil de poésie « Espace Noun »

En 1977, Mahdi Amel, alias Hacem Hamdan, écrivit un livre qui ma profondément influencé et duquel j'ai beaucoup appris, « Crise de la civilisation arabe ou crise de la bourgeoisie arabe ? ». J'informe El kenz de la sortie du livre de son ami Hacem et de la problématique importante qu'il soulève... El kenz était pour nous le guide scientifique et le pont intellectuel s'opposant au stalinisme... C'est lui qui nous a fait découvrir Charles Bettheim, Mahmoud

Hocine... Il a réuni les arabisants et les francisants dans une seule section : une expérience réussie C'est la sociologie politique qui avait réuni El kenz et Ghalione, El kenz dispensant la matière pour les francisants et Ghalione pour la section arabisante. Un jour, nous nous sommes retrouvés au café en face de la faculté centrale d'Alger à discuter de l'arabisation avec des professeurs que j'avais boycottés (chose m'ayant valu le passage devant le conseil de discipline... et c'était grâce à l'intervention de Djenidi Khalifa et Mohamed Saïdi que j'avais pu éviter l'exclusion de l'université). Là, j'avais proposé l'idée de fusionner les deux sections de sociologie politique en une seule et les cours seraient dispensés par les deux professeurs en même temps... et les étudiants pourrnt choisir les sujets des travaux de recherche et des exposés à leur guise dans la langue qu'ils maîtrisent le mieux. L'expérience fut une franche réussite et nous aurions pu la généraliser, n'était l'opposition de quelques enseignants, mais surtout du rectorat.

La guerre des concepts

Avant mon licenciement du quotidien *Echaab*, à l'époque du parti et de la pensée uniques... j'avais couvert les débats autour de la charte nationale au sein de l'université... à ce moment-là, les conflits idéologiques entre différentes tendances prédominantes à l'université étaient à leur apogée... au sein du courant

de la gauche, représenté par le Pags, les « Maoïstes » ou les partisans du PRS de Mohamed Bouadif.

Les militants de l'avant-garde étaient partisans des « Missions de la construction nationale » et de « la voie du non-capitalisme pour le progrès », et le courant opposé au Pags, au nom de toute la gauche, considère que l'Algérie vit une période de « bourgeoisie bureaucratique de l'Etat », et je fus l'un des premiers arabisants à avoir défendu cette thèse sur les colonnes d'*Echaab*, contrairement à El Moudjahid qui applaudissait les thèses du Pags. Je suis convaincu qu'Ali El kenz a participé, d'une manière ou d'une autre, au changement de plusieurs concepts et théories dominantes à l'époque, surtout les idées reçues sur l'arabisation... *Echaab* était considéré par beaucoup comme un quotidien avant-gardiste sur certains sujets.

Ali El kenz : « Arabiser Bab Ezzouar est plus facile qu'arabiser les sciences sociales »

Le fait d'avoir abordé plus haut l'arabisation au sein de l'université m'oblige à parler de mon ami et professeur Djenidi Khalifa, mon enseignant de philosophie au lycée Ibn Khaldoun et mon camarade et militant pour l'arabisation... Ali et Djenidi sont de la même espèce, le premier étant un francisant pas comme les autres et le deuxième un arabisant pas comme ses autres frères... Il y a une troisième personne que je n'aborderais pas aujourd'hui, car elle mérite, de notre part à tous, un hommage particulier... il s'agit de

■ ■ ■ ■ ■
C'était le professeur le plus respecté, ne mélangeant jamais entre la politique et la science... le plus important pour lui, c'était de mettre entre les mains de ses étudiants les armes de la critique idéologique et philosophique...
■ ■ ■ ■ ■

mon frère de lutte, l'intellectuel Youcef Fathallah, que Dieu ait pitié de son âme... Youcef que nous avons oublié... que l'Algérie universitaire, officielle et intellectuelle a oublié. Nous étions tous unis, arabophones et franco-phones, et rien ne nous séparait. C'était ce que représentait Ali El kenz... il me disait que « l'arabisation est indispensable. Pourquoi s'intéresse-t-on plus à arabiser les sciences sociales et humaines, en oubliant les sciences exactes, allusion faite à l'université de Bab Ezzouar où les sciences exactes étaient plus faciles à arabiser ». Des fois, il se moquait de moi en me disant : « Un arabisant qui ne connaît pas le monde arabe... qui n'a jamais visité l'Egypte... ». El kenz était arabisant plus que les arabophones, sociologiquement, c'était « un ouroubi »... C'est lui qui m'a fait connaître Kheir Eddine Haçib du centre d'études de l'Union arabe, Tahar Lebib, le sociologue tunisien, directeur de l'Organisation arabe de la traduction. Lorsqu'est apparue l'idée en 1989, de créer l'Association algérienne pour l'arabisation, en compagnie d'un groupe d'amis, parmi eux Nacer Djabi, Mustapha Nouisser, Djenidi Khalifa et Youcef Fathallah... El kenz faisait partie des membres fondateurs... Malheureusement, l'initiative était victime d'enjeux politiques et détournée de sa vocation. Nous avons quitté l'association, car nous avons refusé qu'elle soit appelée « Association nationale pour la défense de la langue arabe » au lieu « d'Association algérienne pour la pro-

motion de la langue arabe », parce que, convaincu que la langue arabe était protégée par la Constitution et qu'il était vital de l'amarrer au projet de la société... notre mission, c'était de militer pour la faire sortir de l'administration et de l'usine... Beaucoup ignorent qu'Ali El kenz était parmi les membres fondateurs de l'association El Djahid. A cette époque, Youcef Sebti et aâmi Tahar nous ont contactés, et Ali était très enthousiaste... Le salaire d'un enseignant universitaire était de 8 000 DA et Ali avait donné 10 000 DA pour l'association. Personne ne peut nier que le premier centre de recherche scientifique pour les sciences humaines a été créé grâce à l'initiative du professeur Abdellatif Benachou. Ce fut, d'abord, le Crea, Centre de recherche en économie appliquée, puis le Cread.

A mon retour de Paris, en 1980, j'ai rejoint l'université où Ali El kenz avait comme mission de coordonner les travaux d'une équipe de recherche du Cread. Il a insisté pour que mon ami Nacer Djabi et moi, puissions rejoindre le centre et participer aux travaux de recherche... J'avoue que j'étais étonné de sa proposition et je me suis dit : « Est-ce possible... surtout que le centre est aux mains d'un groupe de francisants, diamétralement opposé à l'arabisation et contre l'idée de recherche en sociologie ! ? » Nous avons rejoint le centre sous la direction d'Ali El kenz... quelques années plus tard, ma camarade Khaulia Taleb Ibrahim nous a rejoints à son tour, et c'est comme cela que le verbe arabe a été introduit dans la recherche scientifique... je le dis, sans aucun complexe, c'était grâce à Ali El kenz. Il y a eu plus de travaux de recherches en arabe grâce à la venue de mon ami, le défunt Djillali Lyabès, qui a été nommé directeur du centre.

Sur proposition de mon ami Ali et du camarade Djillali Lyabès, j'avais été chargé d'organiser un colloque international sur l'arabisation et la technologie dans le monde arabe, qui avait vu la participation de plus de 80 chercheurs, à l'instar d'Antoine Zahlane, Hicham Bougamra, Mouloud Kacem Naït Belkacem... au moment où il était exclu et mis à l'écart.

Avec El kenz, Ben Mansour et la série « El Anis »

Avec la venue du défunt Mohamed Ben Mansour à la tête de la Société nationale des arts graphiques (Enag), l'édition algérienne a connu un tournant déterminant en matière de contenu comme de contenant. Ben Mansour était porteur d'un projet national et moderne et conscient du rôle du livre et de l'importance de la traduction de plusieurs langues vers l'arabe. Il était francophone de langue, arabophone de pensée et d'appartenance... il était du même moule qu'Ali El kenz. Ma relation avec El kenz et Ben Mansour a constitué mes débuts avec le monde de l'édition, surtout après la publication de la série « *El Ma'rifat* », proposée et chapeautée par Ali El kenz. Le projet avait eu beaucoup de succès en Algérie et à l'extérieur du pays, surtout qu'El kenz avait pris contact avec un nombre important de personnalités arabophones... J'avais présenté deux ouvrages pour la collection Anis, le premier s'intitulait « *Salama Moussa et la problématique de la renaissance* » et le deuxième sur la libération de la femme d'Amine Kacem.

L'ami Djillali Lyabès est parti sans espoir de retour, comme la fait Youcef Fathallah... El kenz est parti en Tunisie, puis à Paris, pour revenir avec son dernier ouvrage « *Ecrits d'exil* », que nous comptons traduire en arabe, suite à la demande persistante de son auteur... et nous remercions *Algérie News* et nous nous excusons pour la spontanéité de ces impressions en vrac, sans organisation.

Mustapha Madi